

faisant voir par quels types de locuteurs et de discours est rendu improbable l'accès à la réalité proprement dite et à la réalité sociale.

Pierre Bourdieu était anti-relativiste, il croyait à l'universel. Jacques Bouveresse conçoit le devoir du philosophe comme un devoir de résistance au relativisme porté par l'idéologie du « pluralisme démocratique » propagé par les médias. Il pense comme Pierre Bourdieu que la connaissance est une des conditions de possibilité, nécessaire sans être suffisante, pour changer les choses.

Eveline Pinto
Université Paris I
eveline.pinto@wanadoo.fr

Dominique DESJEUX, *Les sciences sociales.*

Paris, Presses universitaires de France,
coll. Que sais-je ?, 2004, 128 p.

Dominique Desjeux signe ici un excellent « Que sais-je ? », dont un des rares torts pourrait être la banalité apparente du titre – *Les sciences sociales* – qui laisse augurer d'un manuel introductif parmi d'autres à cette sphère de disciplines. Or, tel n'est pas le cas, et l'étudiant comme le chercheur investis dans la compréhension de l'espace social et de l'interdisciplinarité en sciences humaines et sociales en sauront gré – en revanche, attention à ne pas induire en erreur l'étudiant non-spécialiste d'amphithéâtre de DEUG, lequel risque de ne voir ses attentes que partiellement comblées. Présentant une ligne directrice claire autour de la problématique des focales d'observation, ce petit livre n'est pas une « simple » synthèse descriptive (mais nécessairement située) de ce que recouvrent ou non les sciences sociales dans une logique d'inclusion/exclusion suivant tel ou tel assemblage de critères. Dès l'introduction, Dominique Desjeux s'écarte de ce qui serait « un panorama des sciences sociales avec leur contenu et leur méthode » (p. 4). Au contraire, c'est l'incertitude sur le placement des bornes et la labilité des frontières disciplinaires qui apparaissent fécondes. Cette posture n'est pas seulement celle du professeur d'université, mais aussi du directeur du magistère de sciences sociales appliquées à

l'interculturel à Paris 5, du responsable d'une Sarl d'expertise et de recherche – *Argonautes* – et du consultant international – ainsi que l'auteur se définit de façon plurielle. On comprend d'autant mieux que « plutôt que de chercher à préciser [les] frontières *a priori*, [il] se propose de présenter une méthode pour penser et différencier les sciences sociales en fonction de ce qu'elles font en pratique [...]. C'est la méthode des échelles d'observation » (p. 4), dont Dominique Desjeux explicite les principes dans un premier chapitre, avant d'exposer trois riches domaines et terrains d'application – la décision, la culture et l'innovation –, pour remonter à des considérations davantage conceptuelles dans un cinquième chapitre et une conclusion consacrant une « connaissance mobile ».

L'objet et l'objectif du livre sont d'emblée posés : « Aborder les sciences sociales comme un ensemble de disciplines à la fois structurées et mobiles, et donc apprendre à changer de point de vue » (p. 4). Pour cela, l'hypothèse de départ est qu'en fonction de l'échelle d'observation retenue la réalité observée change, ce qui s'apparente à un relativisme méthodologique – les résultats d'une enquête dépendent de « la position de l'observateur, des conditions d'observation, de l'échelle d'observation et du découpage de la réalité à une échelle donnée » – corrélé à une posture transdisciplinaire – la question des échelles vaut pour toute discipline qui se fonde sur des travaux empiriques et « aucune discipline ne peut se réclamer d'une approche globale ou holistique de la réalité sociale » – et interdisciplinaire à la fois – s'agissant de situer les disciplines entre elles et « leurs points de recoupement sur une ou plusieurs échelles » (pp. 5-6). Trois échelles de base de l'observation en sciences sociales sont alors dégagées : l'échelle macro-sociale des régularités et des valeurs, l'échelle micro-sociale des acteurs sociaux en interaction (au niveau des organisations ou des rites d'interaction du quotidien) et l'échelle micro-individuelle du sujet ou de l'agent en termes psychosociaux ou cognitifs. C'est en faisant varier ces focales en fonction des trois thèmes transversaux

retenus que l'auteur montre, par des études de cas, comment l'information recueillie varie à chaque échelle. Par exemple, étudier la diffusion de l'innovation dans le domaine de la consommation et des usages atteste combien les « rugosités » du jeu social sont visibles à une échelle micro-sociologique, tandis que la focale macro-sociale donne à voir davantage de fluidité ; de même, la variable culturelle, centrale à l'échelle macro-sociale de la géopolitique, devient plus difficile à autonomiser au niveau micro-social et semble presque disparaître sous la focale micro-individuelle, etc. Aussi, conclut Dominique Desjeux, c'est parce que la réalité change en fonction des échelles que l'observation doit être mobile, et « cette mobilité est elle-même encadrée dans l'action, dans la société, dans le jeu social dont la connaissance est issue » (p. 116). Un apport notable tient ici à une maîtrise consciente de la distinction entre effet d'observation et effet de réalité (« L'individualisation des sociétés occidentales est-elle un mirage ou un effet de réalité ? », se demande avec raison l'auteur, p. 8), reliée à la conduite concrète des enquêtes empiriques confrontées quasi-inévitablement à des recueils d'informations d'ampleur et de qualité disparates, d'où les deux problèmes courants tenant à la sur valorisation des cohérences et à la validité des comparaisons dans le temps et dans l'espace – c'est là que l'approche par les échelles permet d'être plus précis et donc de gagner en connaissance. Enfin, si l'on admet avec l'auteur que la connaissance est mobile, les échelles d'observation participent de la construction des nécessaires points de repère qui permettent de « donner la position de l'observateur et donc d'évaluer la validité de ce qu'il dit » (p. 123) – marque d'une théorie de la connaissance comme dispositif provisoire, limité et mobile, qui n'exclut toutefois pas de créer des espaces de stabilité en établissant par convention des points fixes.

Cette perspective à la fois méthodologique, pratique et réflexive qui irrigue l'ouvrage ne lui fait cependant pas transgresser les « codes » attendus d'un « Que sais-je ? », à savoir la production de

la synthèse accessible d'un objet ou domaine de connaissance. On mesure la gageure s'agissant rien moins que des sciences sociales. Le pari est tenu : à une problématique stimulante du choix de l'échelle d'observation s'articule une restitution large des controverses et enjeux qui parcourent, clivent ou lient les sciences sociales. En même temps qu'il expose ses propres recherches et ses propositions méthodologiques ou théoriques, Dominique Desjeux prend soin de rendre l'état des réflexions dans chacun des trois champs abordés. Par exemple, l'étude de l'échelle des aires culturelles s'ouvre par la présentation de différents modèles de classification : un premier fondé sur les valeurs familiales, celui d'Emmanuel Todd dans *La troisième planète. Structures familiales et systèmes idéologiques* (Paris, Éd. Le Seuil, 1983) ; un second sur des valeurs religieuses et séculières, des zones géographiques et des langues, celui du MIT aux États-Unis ; et un troisième sur des valeurs organisationnelles, celui de Daniel Bollinger et Geert Hofstede dans *Les différences culturelles dans le management* (Paris, Éd. d'Organisation, 1987, pp. 42-46). Plus largement, on retrouve au fil des pages, en situation – et c'est un attrait de l'opuscule – les grands questionnements « classiques » autour de la rationalité/irrationalité des acteurs sociaux dans leurs actions et croyances, ou encore le débat holisme/individualisme méthodologique, avec à chaque fois l'appel aux portedrapeaux les plus identifiés, sans se limiter au prisme français. Il faut précisément saluer le très grand nombre d'auteurs et de références cités, sans exclusive disciplinaire, parmi la diversité des sciences sociales : plus de 245 !

Outre l'appui sur ce guide bibliographique imposant, l'analyse de Dominique Desjeux a d'autant plus de poids qu'elle repose pour une bonne part sur des hypothèses mûries et issues de nombreux travaux de terrain menés par l'intéressé lui-même et ses équipes de recherche (quelques vingt-cinq chercheurs mentionnés, dans le cadre d'*Argonautes*, du magistère précité ou du CNRS) : ainsi, la diffusion des processus d'innovation est abordée aussi bien par le

biais de la riziculture à Madagascar et du maraîchage au Congo que par la domotique, les déménagements ou l'électricité en France (pp. 59-90). Ces exemples permettent de dépasser une théorisation « programmatique » des échelles comme on peut la lire de longue date chez Georges Gurvitch par exemple, lequel distingue dans *La vocation actuelle de la sociologie* (Paris, Presses universitaires de France, 1950), « à l'horizontale » une échelle micro-sociologique et une échelle macro-sociologique, puis une échelle à but de « typologie des sociétés globales », mais sans réellement apporter des éléments concrets sur l'application de cette distinction. Qui plus est, les études de cas retracées par Dominique Desjeux facilitent la lecture et la compréhension, au même titre que son écriture pédagogique, avec en particulier un découpage tout au long de l'ouvrage entre la présentation des hypothèses, la démonstration-exemplification et les propositions validées, sur un ton mêlant force conviction et modestie – celle précisément du refus de toute explication théorique unique, globale et absolue. Il est ici louable que l'auteur présente également en fin d'ouvrage (pp. 110-115) des conceptualisations divergeant sur la centralité à accorder à l'observation par échelles, soit qu'elles visent à montrer que la réalité est faite de toutes les dimensions en débat et que l'on peut donc intégrer le micro et le macro – ainsi du *hol-individualisme* de Robert Boyer –, soit qu'elles partent d'une seule échelle macro ou micro comme cause explicative première de l'ensemble de la société – en schématisant quelque peu, l'*habitus* pour Pierre Bourdieu, les effets pervers pour Raymond Boudon, etc.

Si le grand nombre de travaux mobilisés impressionne, leur convocation dans le texte aurait mérité un peu plus de rigueur éditoriale : les références sont (trop) souvent lacunaires en termes de renvoi bibliographique ou simplement allusives. Ceci ne remet guère en cause la validité du propos aux yeux d'un lecteur averti, mais peut grever quelque peu l'utilité – pratique, là aussi – du « Que sais-je ? » comme point de départ à une exploration

scientifique pour un public non-spécialiste – la fameuse boussole emblème de la collection ! Signalons simplement, pour nous faire comprendre, que p. 17 il est question des « bonnes raisons » logiques, « pour reprendre l'expression de Raymond Boudon »... sans plus de précision. Autre exemple, lorsqu'il est fait référence à des travaux sur le langage p. 27, si l'ouvrage de Bruno Péquignot, *Pour une critique de la raison anthropologique* (Paris, Éd. L'Harmattan, 1990), est bien référencé, Jacques Girin ou Christian Licoppe sont évoqués par la seule mention nominale. On regrettera également le fait que certains auteurs voient leur nom écorché et leur rattachement disciplinaire posé de façon un peu hasardeuse : ainsi de Nathalie Heinich (p. 10) ou de Patrick Le Galès et Bruno Palier (p. 96)... Enfin, on aimerait parfois en savoir un peu plus sur d'autres perceptions de la question des échelles ; par exemple, la perspective de Dominique Desjeux prend, non sans raison, le contre-pied des élaborations disciplinaires en termes de hiérarchisation, à l'instar du fameux triptyque ethnographie-ethnologie-anthropologie, où cette dernière devient le sommet des sciences de l'homme par la quête du substrat universel ordonnant toute société, si l'on renvoie rapidement à l'anthropologie structurale de Claude Lévi-Strauss ; une déconstruction étayée aurait probablement intéressé le lecteur. De même, si Jacques Revel est signalé pour son important ouvrage *Jeux d'échelles* (Paris, Gallimard, 1996), on s'étonne quelque peu, que parmi de si abondantes références ne figurent point directement les tenants de la micro-histoire italienne, pour lesquels des élargissements successifs de la focale permettent de penser en relation des interactions de plus en plus complexes entre les différents acteurs sociaux en présence en fonction des contextes différents dans lesquels ils se trouvent – on songe en particulier à Giovanni Levi, *Le pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVII^e siècle* (Paris, Gallimard, 1989, 1^{re} éd. italienne, 1986), et Alberto Mario Banti, *Terra e denaro. Una borghesia padana dell'Ottocento* (Venezia, Marsilio, 1989). Ces quelques remarques

n'enlèvent rien à l'attention que l'ouvrage de Dominique Desjeux mérite à plus d'un titre ; un « Que sais-je ? » peut-être inattendu parfois dans son contenu mais par là fort suggestif, tant comme instrument d'initiation qu'au titre des analyses propres qu'il étaye.

Philippe Hamman

CNRS/CRESS, université Strasbourg 2
GSPE, IEP Strasbourg
ph.hamman@wanadoo.fr

Joyce ENDELEY et al., *Issues in Gender and Development. Vol. 1. New Gender Studies from Cameroon and the Caribbean* [Questions sur le genre et le développement. Vol. 1. Nouvelles études sur le genre au Cameroun et aux Caraïbes].

Department of Women and Gender Studies, Distributed by African Books Collective, Oxford/Buea, 2004, 165 p.

S'il est des thèmes récurrents dans les discours des femmes et hommes politiques, des médias, des organisations non gouvernementales (ONG), des leaders d'opinion de tous genres ou même des publicitaires, depuis la fin des années 80, la lutte contre la pauvreté en Afrique et la place et le rôle de la femme dans la société sont parmi les sujets les plus fréquemment abordés. Les colloques, ateliers, films, articles de journaux, conférences et même les chansons qui leur sont consacrées ne se comptent plus. Ainsi les femmes et la lutte contre la pauvreté sont-elles « mangées à toutes les sauces » sans que, malheureusement, l'on sache quels ingrédients les accompagnent et encore moins quelles en sont les meilleures conditions de préparation...

C'est sur ces thèmes associés et quasiment entrés dans le domaine du slogan qu'une vingtaine de chercheurs, d'économistes, d'administrateurs, d'hommes et de femmes d'Église, de responsables d'ONG, d'avocats, de paysannes, ont planché à l'université de Buea en 2000. Venus d'origines aussi diverses que la Grande Bretagne, le Nigeria, la Barbade, les États-Unis d'Amérique, le Kenya, et bien sûr le Cameroun, les participants au colloque international *Gender Relations and Poverty*

Reduction in Cameroun, organisé par le Department of Women and Gender Studies de l'université de Buea, en collaboration avec l'International Gender Studies Center de l'université d'Oxford, ont joint leurs voix au grand chœur international de la lutte contre la pauvreté en Afrique. *New Gender Studies from Cameroon and the Caribbean*, tout comme *The Cameroon Women : Adulation and Marginalization* [Femme camerounaise : adulation et marginalisation] (Yaoundé, Ed. Saagraph and Friedrich-Ebert-Stiftung, 1997) – jadis commis par un autre groupe de travail impliquant le chef du Department of Women and Gender Studies –, rassemble plusieurs contributions présentées à l'occasion de cette rencontre scientifique et de quelques réflexions post-colloque sur le sujet.

L'opus édité par Joyce Endeley et Nalova Lyonga de l'université de Buea, Shirley Ardener de l'université d'Oxford, et Richard Goodridge de l'université de la Barbade à Cave Hill, est un ensemble de neuf chapitres qui constituent autant de points de vue sur le sujet, parfois opposés. Ainsi l'ouvrage est-il constitué de trois parties de longueur et d'importance inégales. « Gender and Poverty Alleviation in Cameroon : A Social Equation and Cause Concern » de Daniel Abwa et Charles Fonchingong et « Efforts of International Agencies and National Religious Institutions to Improve Live in Africa » de Shirley Ardener et Lotsmart Fonjong, sont deux chapitres titrés « Introduction » qui, d'emblée, installent le lecteur dans la problématique générale du livre. En effet, les deux auteurs proposent une vue d'ensemble sur les besoins de développement du Cameroun. Daniel Abwa et Charles Fonchingong interrogent l'impact de la pauvreté sur les hommes et les femmes et analysent les réponses des uns et des autres aux sollicitations quotidiennes. Quant à la deuxième contribution, « Efforts of International Agencies and National Religious Institution to Improve Live in Africa », elle va au-delà des frontières camerounaises et permet à la chercheuse en anthropologie sociale et au spécialiste de géographie humaine de l'uni-